

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 13 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) Il est à bout...
- 2) M & M s'envolent dans les...
- 3) Adieu l'indépendance !
- 4) Le phénomène Hamon
- 5) Pour elle c'est un « gâchis »
- 6) Avant débat
- 7) Après débat...

Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) Meeting annulé, ton cinglant... Manuel Valls est-il à bout ?



©AFP

Manuel Valls a perdu patience face à un journaliste mardi dans le Puy-de-Dôme et a décidé d'annuler un meeting prévu à Rennes la semaine prochaine. L'ancien Premier ministre aurait-il besoin de souffler un peu ?

A deux semaines du premier tour de la primaire de la gauche, la pression s'intensifie pour les candidats qui rêvent de succéder à François Hollande. Et Manuel Valls ne fait pas exception. Au contraire, l'ancien Premier ministre semble même particulièrement à cran ces derniers jours. Mardi lors d'un déplacement dans le Puy-de-Dôme, il n'a pas hésité à rabrouer un journaliste qui l'interrogeait sur les derniers sondages. "Ne brûlez pas les étapes, respectez les étapes et respectez les Français (...) La primaire, c'est une élection directe par les Français, comme l'élection présidentielle, ce n'est pas joué. Les Français ne veulent pas se laisser imposer un choix", a répondu Manuel Valls au journaliste qui l'interrogeait sur les études qui le disent perdant face à Arnaud Montebourg au second tour.

Le meeting de Rennes annulé

En plus de cet agacement non dissimulé, le candidat a également décidé d'annuler un meeting prévu le 16 janvier à Rennes. La raison officiellement invoquée est le fait que Jean-Yves Le Drian, le président de la région a un empêchement ce jour-là. Mais officieusement, la vraie raison serait la crainte de troubles à l'ordre public, croit savoir BFM TV. "Manuel Valls et ses équipes auraient eu peur des manifestants locaux désireux de se faire entendre en marge du meeting", poursuit la chaîne d'informations en continu qui rappelle que "la ville de Rennes a été fortement marquée par les violences lors des manifestations contre la loi Travail". Le Point

rapporte de son côté que sur Facebook, des opposants à cette loi avaient même annoncé leur intention d'organiser une "farine party".

Un début de campagne difficile donc pour la candidat Valls et auquel s'ajoute le spectre de ce qui s'est passé en décembre dernier à Strasbourg. En marge d'un meeting, l'ex-chef du gouvernement avait été pris à parti par un homme d'une vingtaine d'années qui lui reprochait son volte-face sur le 49.3. Une expérience que le candidat n'a sans doute pas oubliée et qu'il n'a pas non plus envie de réitérer. Pourtant sur Twitter, son camp l'assure : Manuel Valls ira bel et bien en Bretagne mais deux jours plus tard que prévu.



Thomas Soulié @thomassoulie

L'entourage de @manuelvalls insiste : "les menaces de manif n'expliquent pas le report du meeting. La preuve : on sera bien en Bretagne." <https://twitter.com/thomassoulie/status/818878433660981249> ...

Manuel Valls enfariné à Strasbourg



Capture BFMTV

Manuel Valls a reçu de la farine sur le visage.

II) 2017 : Macron et Mélenchon s'envolent dans les sondages

En revanche, la chute est rude pour François Fillon, qui plonge de 10 points. Du côté du gouvernement, Hollande et Cazeneuve ont la confiance des Français.

Source AFP Le Point.fr



Jean-Luc Mélenchon peut avoir le sourire : 32 % des Français disent l'apprécier. © Citizenside/YANN KORBI

François Hollande, Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon sont en forte hausse (+ 6), contrairement à François Fillon qui plonge de 10 points, dans le baromètre de confiance Kantar Sofres-OnePoint de janvier diffusé mercredi. Avec 19 % d'opinions favorables, le chef de l'État fait un bond de 6 points après sa décision début décembre de ne pas se représenter en 2017, mais 78 % (- 7) ne lui font pas confiance pour résoudre les problèmes de la France. François Hollande progresse essentiellement auprès des sympathisants de gauche (+ 10), avec 35 % de bonnes opinions dans ce secteur.

Testé pour la première fois en tant que Premier ministre, Bernard Cazeneuve obtient la confiance de 32 % des Français interrogés, contre 57 % d'un avis contraire, pour son arrivée à Matignon, selon cette enquête pour Le Figaro Magazine.

Macron en tête

Avec 39 % (+ 6) de bonnes opinions, Emmanuel Macron s'installe en tête du classement des personnalités, devant Jean-Luc Mélenchon qui gagne lui aussi 6 points à 32 %. L'ancien ministre de l'Économie gagne 7 points auprès des proches de la gauche, à 39 %. Jean-Luc Mélenchon progresse également à gauche (+ 12 à 57 %), mais aussi à droite (+ 4 à 16 %).

En tête du classement début décembre après sa victoire à la primaire de la droite, François Fillon recule de 10 points en un mois à 31 %, devant Alain Juppé qui perd 5 points à 28 %. Le vainqueur de la primaire perd 11 points à droite, mais conserve 55 % de bonnes opinions dans ce secteur. Manuel Valls fait son entrée en 5e position dans ce classement, avec 26 % de bonnes opinions.

Enquête réalisée en face à face du 5 au 9 janvier auprès de 1 000 personnes de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas. Marge d'erreur de 1,4 à 3,1 points.

lepoint.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Les journalistes du «Monde» vont perdre leur minorité de blocage

Par Laurent Mauduit

Pour les journalistes du Monde, la descente aux enfers se poursuit : après avoir abandonné en 2010 le contrôle majoritaire de leur journal à l'occasion de la prise de pouvoir par les trois oligarques Xavier Niel (propriétaire du groupe Iliad-Free), Pierre Bergé (ex-patron du groupe de luxe Yves Saint Laurent) et Matthieu Pigasse (banquier d'affaires de la banque Lazard), ils devraient perdre jeudi la fragile minorité de blocage dont ils disposaient encore. Soit un peu plus de son indépendance, en somme, que la Société des rédacteurs du Monde (SRM) va perdre à l'occasion d'une assemblée générale extraordinaire. C'est ce qui transparaît de diverses correspondances, dont une adressée aux journalistes retraités du Monde, dont Mediapart a pris connaissance.

Cette correspondance électronique, dont on trouvera une copie intégrale sous l'onglet Prolonger associé à cet article, présente à grands traits l'opération financière qui sera soumise jeudi

à l'assemblée générale extraordinaire de la SRM. L'opération, lit-on, vise à « transformer en capital, via le recours à une ligne bancaire, les apports en comptes courants effectués par le trio BNP ». BNP pour : Bergé, Niel, Pigasse. Et la lettre ajoute : « Cette décision résulte du refus des trois actionnaires d'aller au-delà des 110 millions d'euros d'apport auquel ils s'étaient engagés, soulignant qu'ils en sont déjà au-delà, à 116 millions à ce jour. Or, l'entreprise a besoin de nouveaux fonds pour répondre aux besoins de trésorerie et notamment pour payer les fournisseurs. Comme indiqué, la situation financière du groupe s'est améliorée, notamment grâce aux efforts de gestion et, surtout, à la contribution de Télérama, mais c'est encore insuffisant pour faire face à la totalité des charges d'exploitation. Il s'agit donc de recourir au crédit bancaire en bénéficiant du fait que le groupe a un niveau d'endettement bancaire illimité. »

Pour comprendre ces formules sibyllines, il faut se souvenir que les trois riches hommes d'affaires ont pris le contrôle de 60 % du capital du groupe Le Monde en novembre 2010, en y investissant 110 millions d'euros sous la forme d'apports en comptes courants. Il s'agissait d'apporter au plus vite de l'argent frais et de la trésorerie à un groupe de presse qui était au bord de l'asphyxie financière. Mais progressivement, les trois actionnaires ont cessé de vouloir assurer les fins de mois du Monde. Visiblement, ils ont donc longtemps fait la jointure en usant d'expédients, et notamment en siphonnant la trésorerie de leur très prospère filiale, Télérama. Mais même cela, les trois milliardaires ne veulent visiblement plus y consentir, pas plus que les banques du Monde qui, en contrepartie de l'ouverture d'une ligne de crédit, ont demandé la transformation de ces apports en comptes courants en capital. Le courrier n'apporte pas une précision complémentaire, mais elle a son importance : d'après nos informations, les banquiers ont obtenu que leur ligne de crédit soit gagée sur Télérama qui, décidément, aura été la vache à lait du groupe Le Monde pendant de très longues années.

Ces informations viennent donc relativiser fortement les messages optimistes que les trois actionnaires du Monde s'appliquent à faire passer sur l'état de santé financière du groupe dont ils ont pris le contrôle. Ils cherchent à faire croire que leur plan de redressement porte ses fruits. Pas plus tard que le 18 décembre dernier, sur le site spécialisé Mindnews, le directeur général du groupe Louis Dreyfus se vantait ainsi des bons

résultats engrangés. « L'ensemble du groupe (Le Monde, Télérama, L'Obs, Rue89, Huffington Post, Courrier international et La Vie) devrait enregistrer 324 millions d'euros de chiffre d'affaires, contre 334 millions en 2015, et le résultat d'exploitation devrait être de 4 millions d'euros cette année, contre 3,8 millions d'euros en 2015 », fanfaronnait-il. Avant d'ajouter : « C'est un chiffre en avance sur nos prévisions et assorti d'un maintien de notre effort d'investissement et d'innovation. Le retour du groupe à une exploitation bénéficiaire se confirme donc. »

Mais la réalité de la situation transparait à travers de cette nouvelle opération de restructuration financière. Et Le Monde dispose en vérité d'une trésorerie toujours ultra tendue, comme on dit dans le jargon financier. Si tendue que de nombreux fournisseurs se plaignent de ne pas être payés ou de connaître, à cause du Monde – nous en avons recueilli des témoignages très précis – des difficultés financières gravissimes.

Du même coup, la restructuration envisagée du capital va faire perdre à la rédaction encore un peu plus de son influence. C'est ce qui est aussi indiqué dans ce courrier : « L'une des conséquences de cette opération, nous concernant, est, comme indiqué, la dilution de la part détenue par le Pôle indépendance (auquel a contribué Pierre Bergé) et la perte de la minorité de blocage », peut-on lire.

Le « pôle indépendance » qui est ici mentionné avait été une construction juridique imaginée en 2010, quand les trois milliardaires avaient racheté le groupe, pour essayer de sauver les apparences et de sauvegarder au moins une minorité de blocage aux salariés. Comme une présentation sur le site du Monde l'avait à l'époque expliqué (on peut la retrouver ici), cette structure était une coalition de plusieurs sociétés de journalistes du groupe : « Ce pôle sera structuré de façon, d'une part, à pouvoir exercer la minorité de blocage octroyée par les investisseurs, d'autre part à exercer les droits spécifiques qui lui sont conférés. Les membres fondateurs du pôle d'indépendance seront : la Société des rédacteurs du Monde, la Société des personnels du Monde, le Fonds commun de placement des personnels du Monde, la Société des cadres du Monde, la Société des employés du Monde, la Société des personnels du Groupe des publications de La Vie catholique, la Société des lecteurs du Monde, la Société des personnels de Courrier International et la Société des personnels du Monde interactif. L'Association Hubert-Beuve-Méry apportera ses parts à cet ensemble. »

Les valeurs d'Hubert Beuve-Méry

L'opération financière aura donc pour effet de faire sauter la minorité de blocage détenue par ce pôle. C'est ainsi ce qu'explique la missive : «

Pour pallier le danger d'une perte d'influence, les gérants de la SRM ont obtenu que les droits en question soient déconnectés du capital du groupe et "sanctuarisés" dans les statuts sous forme d'une "action d'indépendance", à l'image des "actions préférentielles" ou "golden shares" telles qu'on les pratique dans les opérations financières lorsqu'un actionnaire veut conserver sa part de capital et la pérenniser.

C'est sur ce point que nous sommes conduits à nous prononcer aux fins d'approbation du nouveau dispositif ainsi créé qui permet de maintenir, sous une autre forme, les droits du Pôle d'indépendance dont l'existence n'est pas remise en cause.

Il s'agit d'une AGE, d'une assemblée générale extraordinaire pour laquelle le quorum est des deux-tiers, davantage que pour une AG normale (50 %) et pour l'élection du directeur (60 %). »

Les trois milliardaires font donc un nouveau croc-en-jambe à la rédaction, mais ils s'y sont pris de manière très méticuleuse. Car ils savent qu'ils sont sous observation de l'opinion. La violence dont Vincent Bolloré a fait preuve contre les rédactions de Canal+ et d'i-Télé est encore dans toutes les mémoires. Et la violence dont eux-mêmes ont usé à L'Obs, contre Aude Lancelin, l'ex-directrice adjointe de la rédaction licenciée pour un motif notoirement politique, de même que contre la rédaction sous le coup d'un violent plan social, n'a pas fini de faire des vagues.

Le trio a donc visiblement cherché à dessiner l'opération de telle sorte qu'elle fasse le moins de polémique possible, en pleine campagne présidentielle. Selon nos informations, ils ont ainsi accepté que les droits attachés à la « golden share » soient presque identiques à ceux qui étaient attachés à la minorité de blocage.

Ils y ont consenti d'autant plus facilement que les droits attachés à la minorité de blocage étaient déjà très limités, ne portant que sur les aspects les plus importants des relations entre actionnaires, et en aucune façon sur les décisions de gestion de l'entreprise, même les plus importantes.

À la suite de la mise en ligne de cet article, le Conseil de gérance de la Société des rédacteurs du Monde a publié un communiqué faisant mine de démentir nos informations. Voici ce communiqué : « Loin de constituer un pas supplémentaire dans une supposée descente aux enfers pour les journalistes du Monde, les négociations entre le Pôle d'indépendance (PI) et les actionnaires majoritaires ont abouti à un protocole d'accord qui reconduit l'ensemble des droits détenus par le PI et ses composantes et même inclut certains droits statutaires nouveaux. Au terme de ce protocole d'accord, les droits statutaires ainsi définis seront abrités dans une action d'indépendance ("golden share") qui ne peut être retirée au PI et ce pour une durée illimitée, contrairement aux dispositions du Pacte signé en 2010, qui n'était garanti que jusqu'en 2025. Le PI, qui détient actuellement la minorité de blocage (et non la société des rédacteurs du Monde, comme indiqué dans l'article) disposera ainsi de manière pérenne des droits renforcés dans leur forme juridique. Ce sont des éléments qu'il aurait été facile de vérifier en contactant le PI ou la Société des rédacteurs du Monde, ce qui n'a pas été fait par l'auteur de l'article. Loin de s'enfoncer dans les enfers, les journalistes du Monde garantissent durablement leur indépendance. »

On a pourtant tôt fait de vérifier que ce démenti n'en est pas vraiment un puisqu'il confirme point pour point ce que nous révélons : l'abandon de la minorité de blocage au profit d'une « golden share ». Et il coule de source que nous avons évidemment aussi consulté plusieurs journalistes concernés au premier chef par cette restructuration financière. Mais face à des actionnaires qui peuvent avoir des réactions brutales, comme l'affaire de L'Obs l'a révélé, nous avons préféré, à leur demande, protéger ceux qui nous ont parlé.

Avec la disparition de la minorité de blocage, c'est donc un nouveau verrou qui saute, particulièrement symbolique. C'est, en somme, l'un des ultimes soubresauts d'un journal autrefois indépendant, tombé entre les mains de puissances d'argent qui l'enserrent de plus en plus fortement.

Que l'on se souvienne des ambitions du fondateur du Monde, Hubert Beuve-Méry : en créant ce journal, il voulait d'abord le mettre à distance des puissances financières, pour garantir son indépendance. Toute sa vie, il l'a répété, et on en trouve encore trace dans un entretien en 1985

visible sur le site de l'Institut national de l'audiovisuel :

— « Quand vous avez créé ce journal en 1944, qu'avez-vous voulu faire ? », lui demandait alors le journaliste qui l'interrogeait.

— *Avant tout un journal indépendant, qui ne doit rien à personne, ni à l'État, ni aux puissances d'argent, ni aux puissances constituées, que ce soient des Églises, des syndicats. Un journal qui puisse vraiment n'avoir aucune espèce de fil à la patte* », répondait Beuve-Méry. Et c'est la raison pour laquelle, à partir de 1952, Le Monde était devenu un journal propriété de ses journalistes.

C'est cette histoire d'indépendance qui est en train de se clore. En 2010, les trois milliardaires sont parvenus à remettre aux journalistes un « fil à la patte ». **Et si la dernière opération envisagée est ratifiée, ce sera une grosse chaîne...**

mediapart.fr

IV) Que se passe-t-il autour de Benoît Hamon ?

Jérémy Collado France



Benoit Hamon lors d'une interview à Nancy, le 6 janvier 2017 | JEAN-CHRISTOPHE VERHAEGEN / AFP

Il n'est pas resté longtemps au gouvernement. Il souffre d'un manque de notoriété. Il vise le parti après la primaire. Et pourtant, certains jurent qu'il pourrait créer la surprise.

Après la victoire de Donald Trump, après la victoire du Brexit, après celle de François Fillon à la primaire de la droite, les médias juraient qu'on ne les y reprendrait pas. La dictature des sondages était terminée. Le temps des reportages était venu, afin de mieux saisir une réalité qui leur échappait de plus en plus franchement.

Mais voilà, la tentation était bien trop grande: la primaire de la gauche s'annonçait sans relief et le retour des ex-ministres Valls, Montebourg, Peillon ou Hamon après le renoncement de Hollande n'excitait guère les journalistes et passionnait encore moins les foules. Il fallait une dramaturgie, un romantisme comparable à celui qui fit basculer les lignes au dernier moment lors de la primaire de droite.

Et si Benoît Hamon était la surprise de ce scrutin? C'est en tout cas, depuis plusieurs jours, la nouvelle hype du moment. En août dernier, pour Le Monde, il cherchait encore «son élan». Aujourd'hui, on lit des titres comme celui-ci: «À Nancy, Benoît Hamon savoure sa popularité naissante».

Certains sondages le placent même en troisième homme, auteur d'une belle remontée jusqu'à en faire l'arbitre d'un deuxième tour où Manuel Valls et Arnaud Montebourg jouent les premiers rôles depuis des mois, si l'on en croit encore ces mêmes sondages (auxquelles personne ne croit).

Mieux: certains le donnent même vainqueur face à Manuel Valls au deuxième tour! Passés à côté du phénomène Fillon, les médias ne veulent pas louper Hamon. Ils sont prudents. Pourtant, Benoît Hamon n'a rien du candidat excentrique ou folklorique qu'on pourrait confondre avec un personnage de roman. Lorsqu'il est passé le 8 décembre dernier dans «L'Émission politique» sur France 2, face à Léa Salamé et David Pujadas, il a signé la pire audience du magazine depuis son lancement...

Benoît Hamon n'est pas excentrique

C'est un pur politique, apparatchik studieux passé maître dans l'art des congrès socialistes, longtemps en marge de son parti et qui rêve désormais d'être le Bernie Sanders de la primaire de gauche. Il n'a jamais caché avoir fait un pacte avec Manuel Valls et Arnaud Montebourg pour expulser Jean-Marc Ayrault du gouvernement en 2014 (alors qu'il a été son ministre délégué à l'Économie sociale et solidaire et à la

Consommation), faisant le pari qu'il pourrait infléchir la ligne économique du chef de l'Etat. Sur ce point, c'est raté, mais le député des Yvelines ne voit pas matière à un quelconque reproche: c'est la politique, et il a bien raison, les alliances de circonstances peuvent parfois produire les meilleures politiques. Benoît Hamon estime qu'avec deux millions de sympathisants, cela aurait un poids politique: «Si on passe le cap des deux millions, on se donne l'assise à partir de laquelle le vainqueur ou la vainqueure aura de la force politique», car «la primaire, ça n'est que la petite présidentielle», évoque-t-il dans l'émission «Questions politiques».

Certes, comme François Fillon, l'éphémère ministre de l'Éducation (il y reste plus de quatre mois en 2014) vient troubler un tête-à-tête ennuyeux entre deux affiches bien connues de l'appareil socialiste. Il dispose d'un programme solide, ambitieux et surtout cohérent. Sauf que François Fillon était un TGV qui a refait son retard dans les derniers jours en ayant travaillé le terrain depuis des mois, avec un programme qui parlait au coeur de l'électorat traditionnel, catholique, libéral et conservateur à la fois. Mais Benoît Hamon est «le gars de Brest» –c'est en tout cas comme ça que le décrit l'écrivain Caryl Ferey dans Libération. Benoît Hamon ressemble plus à un TER parti pour ravir le PS après une primaire qui a peu de chances d'envoyer son vainqueur jusqu'au deuxième tour de l'élection présidentielle. Sa réflexion: après une primaire où tout le monde sera perdant, il lui faudra reconstruire la gauche depuis le parti, chose dont il a toujours rêvé. Il sera alors face à Jean-Christophe Cambadélis, Premier secrétaire actuel, qui incarnait autrefois l'aile social-libérale du mouvement: encore un grand débat en perspective!

Un programme pour les diplômés des centres urbains

Jadis Benoît Hamon, issu du mouvement étudiant et disciple de Michel Rocard, voulait faire revenir les ouvriers et les classes populaires à gauche, alors même qu'elles avaient eu le sentiment d'être trahies par des leaders socialistes qui, comme Jospin en 2002, n'utilisaient même pas le mot «ouvrier» dans leur programme. Aujourd'hui, le corpus idéologique de Benoît Hamon ne s'adresse plus aux classes populaires, même si le candidat met en avant les leaders syndicaux qui le soutiennent (et ont rejoint le PS depuis, comme

Edouard Martin, ex-Florange, et Olivier Le Bras, ancien syndicaliste de l'abattoir GAD dans le Finistère). Le programme de Hamon s'oriente en priorité vers ce qui semble être le cœur de l'électorat de la primaire de gauche: les jeunes diplômés des centres urbains, les professions intellectuelles, en bref ceux qui détiennent le capital culturel et qui a longtemps hésité entre PS et extrême-gauche, avant de permettre à Mélenchon de faire 11% à la présidentielle de 2012. Rien pour la France périurbaine et populaire qui s'est jetée dans les bras du FN depuis 2002.

Ainsi, Benoît Hamon ne veut pas qu'on travaille plus pour gagner plus, mantra qui fit en partie gagner Nicolas Sarkozy en 2007, lorsqu'il associa la défense sociale à la défense des valeurs françaises et de l'identité nationale: désormais, Benoît Hamon défend l'instauration d'un revenu universel et veut «inventer une société où l'accomplissement n'est pas dans le travail» en baissant notamment le temps de travail.

Un slogan magnifique et une ode à ceux qui ne comprennent pas que le travail, même le plus dur, peut apporter dignité et reconnaissance sociale. Vouloir en finir avec le travail, c'est marcher sur la tête de millions d'ouvriers qui pensent plutôt à leur paie en fin de mois qu'à une révolution du marché du travail qui n'arrivera pas de sitôt. Mais, pour appuyer ses idées, il se montre aux côtés de Yanis Varoufakis, l'ancien ministre des finances grec.

Benoît Hamon veut également légaliser le cannabis, donner plus de place à l'écologie («Benoît Hamon se pose en candidat vert», titre La Croix), taxer les robots et instaurer des visas humanitaires pour les réfugiés (selon lui, la France n'accueille pas assez de réfugiés). Pour se convaincre du changement de pied de Benoît Hamon, il suffit de lire son programme, qui propose une VIe République qui mettrait fin à la «monarchie républicaine» et au «mythe de l'homme providentiel».

S'il était élu en 2017, il proposerait trois référendums aux Français. D'abord sur le 49.3, avec l'instauration d'un 49.3 citoyen qui obligerait «à soumettre à un référendum une loi votée par le Parlement dès lors que 450.000 électeurs, c'est-à-dire 1% du corps électoral, signent une pétition encadrée par la loi». Le deuxième référendum concerne la reconnaissance du vote blanc et le troisième, le droit de vote des étrangers, qui figure dans le programme socialiste

depuis... bientôt quarante ans. Pour un homme qui propose une révolution et fait figure de jeune candidat dans le vent, ça paraît pour le moins cocasse. Ne s'agirait-il que d'une bulle?

Jérémy Collado



V) Anne Hidalgo dénonce « l'immense gâchis » du quinquennat

Dans un entretien au « Monde », la maire de Paris assure que « seul le positionnement de Vincent Peillon peut permettre à la gauche d'être au deuxième tour ».

LE MONDE Par Béatrice Jérôme et Nicolas Chapuis



La maire de Paris, Anne Hidalgo, le 11 janvier 2017 dans son bureau de l'hôtel de ville. OLIVIER LABAN-MATTEI / MYOP POUR LE MONDE

Un mois après avoir déclaré son soutien à Vincent Peillon pour la primaire de la gauche, la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, défend dans un entretien au Monde son candidat, dont la campagne peine à décoller. M. Peillon « élève le débat », selon elle, et il est seul qui peut permettre à la gauche d'être présente au second tour de la présidentielle. Elle lâche ses coups contre le président de la République, son ancien premier ministre Manuel Valls et son ancien ministre de

l'économie, Emmanuel Macron.

Vincent Peillon « élève le débat »

Anne Hidalgo soutient Vincent Peillon car « il y avait un manque dans cette primaire, avant sa candidature. Il n'y avait pas l'expression de la social-démocratie qu'il incarne et dans laquelle je me reconnais. De plus, Vincent élève le débat. »

Selon elle, « seul le positionnement de Vincent Peillon peut permettre à la gauche d'être au deuxième tour. Il vient occuper un espace que d'autres se sont évertués à détruire. Il peut réconcilier les différentes familles de pensée, en amenant l'ensemble de la gauche à dialoguer ».

Hollande et Valls ? « Je leur en veux »

Elle estime que trois personnes sont « responsables de l'immense gâchis du quinquennat qui se termine » : « François Hollande, qui a décidé de la politique à conduire, Emmanuel Macron qui a été son conseiller et l'inspirateur d'une pensée qui a très largement fracturé la gauche, et Manuel Valls. » Elle soutient que la social-démocratie est en danger, car « il y a eu beaucoup d'amalgames et d'inculture de la part de ceux qui ont été les chefs de file de ce quinquennat. Ils nous ont conduits à un état de confusion absolue. Je leur en veux pour cela. Je suis triste face à cet énorme gâchis. Nous n'étions pas obligés de nous infliger ça. »

Soutiendra-t-elle le gagnant de la primaire... Pas certain

Après cette violente critique de l'un des vainqueurs potentiel de la primaire de la gauche, Manuel Valls, la maire de Paris reste évasive face à la question « soutiendrez-vous le gagnant de la primaire quel qu'il soit ? » : « J'espère avant toute chose que Vincent gagnera. » Le 21 décembre, malgré son soutien déjà déclaré à Vincent Peillon, Mme Hidalgo avait adressé à chacun des candidats une lettre de cinq pages pour leur faire part de ses propositions.

Nicolas Chapuis-Chef du service politique
Béatrice Jérôme-Journaliste au Monde

lemonde.fr

VI) L'enjeu est grand. Mais tous n'ont pas le même objectif.



Manuel Valls, une dynamique à trouver

Pour l'heure, la campagne de Manuel Valls, déclaré tardivement après le

renoncement de Hollande, a du mal à décoller. Ce premier débat doit permettre à l'ancien Premier ministre de montrer qu'il a changé, ce qu'il répète depuis qu'il a fait acte de candidature. Un changement qu'il devra démontrer à la fois sur le fond, mais aussi sur la forme, puisque son autorité lui est souvent reprochée. Mais pour Manuel Valls, l'enjeu est aussi de montrer sa stature d'homme d'Etat, afin de faire la différence avec ses concurrents directs. Et donc de plutôt réserver ses coups à François Fillon et Marine Le Pen, manière d'affirmer sa stature de "leader naturel" de la gauche de gouvernement. Les thématiques de la soirée - économie, terrorisme et international - pourraient lui être favorables. Reste qu'il faudra que, face aux critiques, le candidat garde son calme et ne montre pas de signes d'agacement, comme mardi lors d'un déplacement à Clermont-Ferrand.



Arnaud Montebourg, une constance à défendre

Il a le statut de l'outsider. Un outsider qui, selon les sondages qu'il faut certes prendre avec prudence, pourrait ravir la

victoire lors du second tour du scrutin. Jeudi soir, Arnaud Montebourg aura à cœur de se placer directement en opposition à Manuel Valls, s'opposant au bilan d'un quinquennat, dont il a pourtant partagé les deux premières années. Ce qu'il devra expliquer. L'ancien ministre de l'Economie devra aussi s'efforcer de faire la preuve de sa cohérence - alors qu'il a été qualifié "d'homme-girouette" dans un livre récent - et démontrer la solidité d'un programme mûri depuis huit mois. "On continue à se rendre plus robuste sur le fond", explique son directeur de campagne, François Kalfon. Autre nécessité : marquer sa différence avec Benoît Hamon, sur une dynamique positive, qui appartient, comme lui, à l'aile gauche du PS.



Benoît Hamon, un élan à confirmer

Celui qui est sur une dynamique positive, c'est lui. Et Benoît Hamon sera certainement jeudi soir au cœur des attaques de ses

concurrents directs. Il faudra donc pour l'ancien ministre de l'Education répondre fermement, sans là non plus apparaître agressif. Autre difficulté pour Benoît Hamon : expliquer ses mesures, et notamment celle sur le revenu universel, en 1 minute 30. Sachant que son équipe le reconnaît, il est "meilleur sur le message que sur l'emballage". L'enjeu pour lui sera donc d'être clair et peut-être aussi de rattraper un certain déficit de notoriété par rapport à Manuel Valls ou Arnaud Montebourg. En quelque sorte, convaincre qu'il a la stature d'un présidentiable. "Aujourd'hui, il a un problème de crédibilité", même si les thèmes qu'il porte trouvent un écho certain dans l'électorat de gauche, souligne le sondeur Frédéric Dabi, de l'Ifop.



Vincent Peillon, une légitimité à prouver

Comme Manuel Valls, la campagne de Vincent Peillon patine. Sauf qu'en plus, le député européen ne décolle pas dans les

sondages et y figure en quatrième position. L'enjeu de la soirée pour Vincent Peillon sera donc d'expliquer pourquoi sa candidature - qui a été une surprise - est bel et bien légitime. Il devra expliquer pourquoi il est là, alors qu'on ne l'avait plus trop vu sur la scène politique ces dernières années. Vincent Peillon devra par la suite dire quel est son programme, montrer sa différence avec un Manuel Valls qui défend comme lui le bilan du quinquennat et dire quelle est sa plus-value par rapport à ses concurrents de l'aile gauche, Arnaud Montebourg et Benoît Hamon.



Sylvia Pinel, une identité à défendre

A 39 ans, elle est la seule femme de ce scrutin. Présidente du Parti radical de gauche (PRG) et proche du ministre

Jean-Michel Baylet, Sylvia Pinel devra tenter de sortir de la zone des "petits" candidats, en expliquant son programme et celui de son parti. Peut-être faudra-t-il aussi qu'elle revienne sur le choix de participer à la primaire de la gauche, alors que la décision inverse avait été prise initialement, avant le renoncement de Hollande. Les débats télévisés sont aussi une manière de se faire connaître pour celle qui a notamment été ministre du Logement dans le gouvernement Valls. L'objectif du scrutin pour Sylvia Pinel : sortir en tête des "petits", voire mieux. En fonction du score réalisé le 22 janvier, son choix de ralliement de second tour pourrait peser dans la balance.



François de Rugy, une écologie à ancrer

Se faire connaître, cela marche aussi pour François de Rugy. Les débats télévisés sont une grande opportunité pour parler

de sa candidature et de s'afficher sur le petit écran de millions de Français. L'écologiste, qui a quitté Europe Ecologie - Les Verts (EELV) en dénonçant une "dérive gauchiste" fin août 2015, devra tenter de démontrer l'intérêt de sa candidature verte. Et expliquer aussi pourquoi il participe à ce scrutin organisé par le Parti socialiste, dont il s'est rapproché ces derniers mois, et non à une primaire des écologistes. "Plus il y aura eu de voix sur ma candidature, plus il y aura de poids pour que l'écologie soit dans le projet présidentiel de la gauche", résume le député de Loire-Atlantique, du Parti écologiste.



Jean-Luc Bennahmias, une image à faire connaître

Là encore, la primaire de la gauche est surtout une manière de gagner en notoriété. Pendant une

semaine, avec un rythme médiatique soutenu,

Jean-Luc Bennahmias (Front démocrate) fera nécessairement parler de lui. Une sorte de Jean-Frédéric Poisson de la primaire de la gauche. A plusieurs reprises, le candidat a plaidé pour un large arc "progressiste" allant de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon à celui de Nathalie Kosciusko-Morizet. "Face aux conservateurs avec M. Fillon, (...) on voit bien qu'il y a une autre majorité possible dans le pays", estime Jean-Luc Bennahmias, auparavant passé par les Verts et le MoDem.

(Crédits photos : Abaca Press et Reuters)

Anne-Charlotte Dusseaux - leJDD.fr



VII Primaire de gauche : ce qu'il faut retenir d'un premier débat laborieux

Les sept candidats de la primaire de la gauche se sont affrontés pour la première fois jeudi soir, lors d'un débat confus, sans véritable vainqueur.



Sébastien Billard

Confus, technique et même franchement laborieux. C'est la première impression laissée par le premier débat qui a vu se confronter les sept prétendants de la primaire du PS et de ses alliés, jeudi soir, à dix jours du premier tour. Les candidats ont affiché leurs divergences, notamment en matière économique, mais les oppositions frontales ont été rares et les échanges équilibrés. Retour sur les principaux sujets abordés au cours de la soirée.

Bilan du quinquennat : Valls isolé

Premier ministre de François Hollande, Manuel Valls est apparu bien esseulé dès le début du débat, jeudi soir. Les premières questions ont en effet concerné la question sensible du bilan du quinquennat de François Hollande. Premier ministre sortant, il s'est dit "fier" de ce qui a été fait quand presque tous les autres candidats – sans surprise – se sont montrés très critiques. "Un bilan difficile à défendre", a affirmé Arnaud Montebourg...

Manuel Valls est allé plus loin encore. Il a répété "tout assumer" au sujet de la politique de l'offre menée par le gouvernement, se targuant même d'avoir "aidé les entreprises à retrouver les marges et embaucher". "J'assume", a-t-il martelé à plusieurs reprises, alors que ses adversaires ont préféré mettre en avant leurs propositions en matière de relance. Un positionnement certes cohérent, mais qui renforce son image de "sortant" et de candidat isolé, sans cesse ramené à la défense de son action passée. Seule Sylvia Pinel, la candidate du Parti radical de gauche (PRG), semblait sur la même ligne que lui. Cruel...

Revenu universel : Peillon tape le plus fort

Attaqué sur la question du revenu universel de base – l'une de ses propositions phares – par Arnaud Montebourg, Manuel Valls et Vincent Peillon en début de semaine, Benoît Hamon s'en est plutôt bien sorti sur ce sujet jeudi soir. Si ses adversaires ont continué de railler la caractère irréaliste de cette mesure, il s'est efforcé de se présenter comme le candidat le plus novateur et le plus audacieux en comparant cette idée à la création de la Sécurité sociale :

"Le revenu universel est la protection sociale de demain."

Face à lui, c'est Vincent Peillon qui s'est montré le plus dur sur ce sujet, estimant que cette mesure allait à l'encontre du pouvoir d'achat. "Le revenu d'existence n'est pas ce qui pourrait créer des emplois, c'est même l'inverse", a-t-il lâché. Et d'ajouter :

"Le revenu universel, philosophiquement, c'est une idée qui pose un gros problème. La solidarité, nous l'avons fondée pendant des siècles sur l'idée que ceux qui ont le plus donnent à ceux qui ont le moins. Là, on dit à tout le monde : on donnera la même chose. Ça me semble une rupture importante."

Hamon, Montebourg : haro sur la loi El Khomri

"J'entends parler d'abrogation. Abroger quoi ? Cette loi est, j'en suis convaincu, une avancée". Sur ce point aussi, Manuel Valls est apparu un peu seul jeudi soir... La gauche a-t-elle trahi ? L'ancien Premier ministre a refusé de répondre à cette question, préférant mettre en avant certaines dispositions "sociales" du texte (compte personnel d'activité, compte pénibilité, garantie jeunes...).

Ses principaux adversaires, eux, ne se sont pas fait prier pour dire tout le mal qu'ils pensent de ce texte. Benoît Hamon a confirmé son intention d'abroger cette loi en cas de victoire :

"J'ai une pensée pour les salariés de la 'Voix du Nord'. Le plan de licenciement qui leur est imposé a été autorisé car la loi Travail le permet. Je veux abroger cette loi, comme le fait qu'on facilite le recours à des heures supplémentaires moins bien payées par des accords d'entreprises. Je veux abroger la hiérarchie des normes."

Tout comme Arnaud Montebourg, lui aussi très offensif sur ce sujet emblématique du quinquennat finissant :

"Il faut abroger la loi El Khomri. Elle encourage dans un même secteur à la baisse du niveau de rémunération des salariés."

"Origine musulmane" : la maladresse de Peillon

Les questions régaliennes, en deuxième partie d'émission, ont permis à Manuel Valls de se montrer un peu plus à son avantage, en campant sur sa posture de fermeté et d'homme d'Etat que cet admirateur de Clemenceau s'efforce de travailler depuis des années.

A l'inverse, Vincent Peillon s'est montré plus en difficulté. Déjà épinglé, il y a une semaine, pour avoir fait un parallèle entre le sort réservé aux musulmans français et celui des juifs sous le régime de Vichy, en y mêlant la question de la laïcité, il a commis une nouvelle maladresse en évoquant l'"origine musulmane" de l'une des victimes de Mohammed Merah...

Jean-Luc Bennahmias n'a pas brillé non plus. Il a même semblé improvisé parfois sur ces thématiques (comme sur bien d'autres d'ailleurs). Interpellé, lors du chapitre consacré à la sécurité, sur sa proposition de mettre en place un corps de vigiles privés, le candidat a semblé découvrir son propre programme : "Vous me l'apprenez", a-t-il lâché.

Mélenchon, Macron : sujets tabou

C'est l'un des faits politiques notables de ces derniers jours : la montée en puissance de Jean-Luc Mélenchon et d'Emmanuel Macron, en mesure, selon plusieurs sondages, de dépasser le candidat socialiste en avril prochain. S'il y avait trois candidatures à gauche, le candidat le moins bien placé des trois devra-t-il s'effacer avant le premier tour ? Nombreux ont été les prétendants de la primaire à botter en touche sur ce point.

Pour Arnaud Montebourg, "s'il y a trois millions de votants à la primaire", "il faudra tenir compte du fait que nous aurons un mandat", a-t-il affirmé. Benoît Hamon, lui, s'est dit ouvert au dialogue : "Cette discussion aura d'autant plus de force après la primaire". Même son de cloche chez Vincent Peillon : "Peut-être que la plus grande erreur de ce quinquennat c'est d'avoir été sectaire". Et d'ajouter : "Je ne suis pas la gauche sectaire ni brutale, je suis la gauche qui veut gagner".

Manuel Valls a été plus incisif :

"La présidentielle ça n'est pas un concours hippique. Chacun devra prendre ses responsabilités tout en tenant compte de la réussite de la primaire. »

Crise démocratique : Hamon, Montebourg et Peillon pleins de promesses

Comment réformer la démocratie ? Vaste question abordée en coup de vent, en toute fin d'émission... Benoît Hamon, parlant de "démocratie intermittente", a choisi de mettre en avant deux réformes :

- la reconnaissance du vote blanc ;
- le principe d'un 49.3 citoyen.

Arnaud Montebourg a évoqué, une fois encore, l'instauration d'une VIe République par référendum dès l'automne 2017, et l'élection d'un citoyen par département par tirage au sort. Vincent Peillon milite quant à lui pour une proportionnelle intégrale pour l'élection des députés.

Conclusion : Valls surjoue l'homme d'Etat

Face à une droite dure et l'extrême droite, il faut une gauche qui s'assume, puissante", a conclu Benoît Hamon. Arnaud Montebourg s'est lui directement adressé aux déçus du quinquennat. "Notre ennemi, c'est le défaitisme", a-t-il lancé en

Conclusion : Valls surjoue l'homme d'Etat

Face à une droite dure et l'extrême droite, il faut une gauche qui s'assume, puissante", a conclu Benoît Hamon. Arnaud Montebourg s'est lui directement adressé aux déçus du quinquennat. "Notre ennemi, c'est le défaitisme", a-t-il lancé en guise de conclusion.

Fidèle à lui-même, Manuel Valls a choisi de mettre en avant son expérience et la stabilité qu'il peut incarner aux yeux de certains électeurs de gauche, pour mieux souligner les faiblesses de ses adversaires :

"Il s'agit d'élire le président de la République de la 5e puissance économique mondiale et de la 2e puissance économique européenne, dans un monde instable. (...) Je veux incarner une République forte et une France juste."

Sébastien Billard-Journaliste

nouvelobs.com

A Suivre...
La Presse en Revue